

Communiqué des ancien·ne·s médiateur·rice·s culturel·le·s de la Fondation Cartier pour l'art

Nous, ancien·ne·s médiateur·rice·s culturel·le·s de la Fondation Cartier pour l'art contemporain, nous sommes battu·e·s pour une amélioration de nos conditions de travail. Pendant de nombreux mois, nous avons négocié avec notre hiérarchie afin de faire valoir des revendications simples : une redéfinition de nos postes de manière plus claire, qui ne fasse plus de nous des agent·e·s polyvalent·e·s et multi-tâches, une augmentation de salaire et la requalification en CDI de nos contrats en CDDU.

Certain·e·s d'entre nous travaillaient dans cette institution depuis des années, enchaînant des contrats précaires, sans jamais avoir de certitude d'être repris·e·s lors des expositions suivantes. Au sein de la première fondation d'art contemporain parisienne, nous étions pourtant, nous le savons désormais, parmi les médiateur·ice·s les moins payé·e·s des institutions culturelles privées de la capitale.

Le démontre la manière dont nous avons été traité·e·s par notre hiérarchie dont voici la réponse, délivrée sans un mot seulement une semaine et demie avant la fin de notre contrat : nos postes ont bien été redéfinis mais avec une augmentation de salaire misérable (de 50 centimes à 1,50€ brut de l'heure), aucun CDI, et surtout, ces postes de médiation ne sont désormais plus qu'au nombre de 6. Les tâches annexes à la médiation sont désormais externalisées auprès d'une

entreprise. Ce sont donc 23 médiateur·ice·s qui perdent leur poste.

La Fondation Cartier décide donc, après la majorité des autres institutions privées, d'externaliser à son tour une part de ses équipes. L'externalisation des fondations privées, qui délèguent à d'autres entreprises, favorise un usage abusif du CDDU et est une dynamique toujours plus précarisante pour les personnels de musées qu'ils soient agent·e·s d'accueil, de surveillance, de sécurité ou médiateur·ice·s. Sous l'accumulation de contrats courts sur plusieurs années se cachent en réalité des CDI déguisés. De fait, la suppression de 23 postes de médiation est, officieusement, un licenciement de masse.

Il est temps de mettre à jour le fonctionnement de ces entreprises de défiscalisation massive que sont les fondations privées d'art contemporain, qui exploitent et précarisent des travailleur·euse·s de l'art, dont énormément de femmes, de personnes racisé·e·s, de travailleur·euse·s étranger·e·s, queers et étudiant·e·s.

Bien que nous ayons perdu nos postes, nous gardons la tête haute. Notre lutte montre le décalage entre l'appropriation d'un discours progressiste, féministe et écologique par la Fondation dans ses expositions, et la manière dont elle traite et précarise ses employé·e·s.

Nous, médiateur·rice·s, assurons le lien entre les œuvres d'art et le public. Nous menons les visites guidées, les ateliers pédagogiques, les présentations. Nous donnons des explications à chaque visiteur·euse qui cherche à mieux comprendre les œuvres. Notre travail est indispensable dans les expositions.

Nous sommes diplômé·e·s, masterant·e·s, docteur·e·s en histoire de l'art, en médiation, en arts plastiques. Nous sommes souvent bilingues voire multilingues. Tous·tes nous

croyons à la transmission et sommes passionné·e·s.

Nous avons besoin d'être reconnu·e·s pour notre travail. Nous avons besoin d'être rémunéré·e·s à la hauteur de nos compétences. Nous avons besoin d'une situation stable et d'en finir avec la précarité.

Nous exprimons notre soutien à nos camarades des différentes institutions qui souffrent et luttent souvent en silence et dans l'indifférence générale, affrontant les mêmes traitements abusifs.

Nous invitons les visiteur·euse·s et tout le monde de la culture et de l'art contemporain au boycott de la Fondation Cartier lors de sa prochaine exposition et toutes les suivantes !

Soutien à tous·te·s les travailleur·euse·s en lutte !